

LA DÉCLARATION DE CUZCO

de

L'ÉQUIPE SPÉCIALE DU CAD-OCDE SUR LA PASSATION DES MARCHÉS :

« Des systèmes de passation des marchés solides pour des États efficaces »

Nous, représentants des pays en développement (« les gouvernements ») et des organisations multilatérales et bilatérales de développement (« les partenaires au développement »), répertoriés à l'Annexe 1, qui sommes membres de l'Équipe spéciale du CAD-OCDE sur la passation des marchés, **reconnaissons** que :

- La bonne gouvernance est un facteur clé de la croissance et du développement économiques ;
- La passation des marchés efficiente et efficace constitue une composante fondamentale de bonne gouvernance. Elle est intrinsèquement liée au bon fonctionnement des autres éléments du cadre plus général du secteur public et en est tributaire ;
- L'engagement politique est essentiel à la réforme durable de la passation des marchés ; et,
- L'un des éléments critiques de réussite des réformes de la passation des marchés est l'appropriation et la direction nationales de leur conception et de leur mise en œuvre.

En outre, nous **reconnaissons** que la plupart des pays ont entrepris à un degré plus ou moins élevé, des réformes en matière de passation des marchés, avec certains pays ayant accompli des progrès considérables et d'autres témoignant d'un engagement en faveur de l'amélioration de leur système de passation des marchés. Dans de nombreux cas, la Déclaration de Paris a catalysé ces efforts de réforme.

La demande croissante d'une plus grande transparence, la participation de la société civile et l'optimisation des ressources, ont été et demeurent des forces motrices importantes de progrès.

Afin d'accélérer et de soutenir les réalisations, nous exhortons les ministres et les chefs des organisations à :

1. Reconnaître que la réforme de la passation des marchés exige l'appropriation et l'engagement politique durables ; des solutions techniques appropriées sont essentielles mais à elles seules, ne suffisent pas ;

2. Renforcer le système de passation des marchés en fournissant des ressources humaines et financières suffisantes et en favorisant l'amélioration du professionnalisme ;
3. Mettre davantage l'accent sur les résultats de performance obtenus, pour mener à bien les politiques, la gestion et l'obligation de rendre compte, développer des systèmes d'informations fiables en vue de consolider la gestion des performances de passation des marchés et de transparence ;
4. Approfondir l'intégration aux autres réformes du secteur public qui ont une incidence sur la performance du système de passation des marchés ;
5. Renforcer la société civile et lui donner les moyens d'agir, et collaborer également avec le secteur privé et la société civile afin d'améliorer le système de passation des marchés ;
6. Travailler avec les législateurs pour créer un environnement favorable à la responsabilisation du système et pour établir la confiance dans le système de passation des marchés grâce à une plus grande transparence ;
7. Renforcer le développement des capacités, ce qui aboutira au bon fonctionnement des systèmes de passation des marchés ; et,
8. Encourager tous les pays et les partenaires au développement à travailler de manière coordonnée et à adopter une approche pragmatique de leur utilisation progressive des systèmes nationaux.

Si les ministres et les chefs des organisations donnent leur aval à ces recommandations, un Plan d'action sera préparé, reposant sur la base de connaissances approfondies relatives aux réformes de passation des marchés, établie par les pays qui a été publiée et se trouve à la disposition du public. La présente Déclaration s'appuie sur ce témoignage.

Annexe 1 – Pays participants, partenaires au développement et société civile

Pays partenaires	Pays donateurs	Institutions multilatérales
1. Afghanistan	1. Australie	1. Banque africaine de développement
2. Albanie	2. Canada	2. Banque asiatique de développement
3. Argentine	3. Finlande	3. Secrétariat du Commonwealth
4. Belize	4. Allemagne	4. Banque interaméricaine de développement
5. Bolivie	5. Italie	5. FIDA
6. Brésil	6. Corée	6. Organisation de coopération et de développement économiques
7. Cameroun	7. Espagne	7. PNUD
8. Secrétariat de la CARICOM	8. Royaume-Uni	8. UNICEF (ou FISE)
9. Chili		9. UNOPS
10. Colombie		10. Banque mondiale
11. Costa Rica		
12. République dominicaine		
13. Équateur		
14. El Salvador		
15. Éthiopie		
16. Guatemala		
17. Haïti		
18. Honduras		
19. Indonésie		
20. Jamaïque		
21. Libéria		
22. Malawi		
23. Maurice		
24. Maroc		
25. Népal		
26. Nicaragua		
27. Niger		
28. Panama		
29. Paraguay		
30. Pérou		
31. Philippines		
32. Sainte-Lucie		

33. Sénégal		
34. Trinité-et-Tobago		
35. UEMOA		
36. Uruguay		
Organisations de la société civile		
1. EURODAD		
2. LATINDAD		
3. Transparence Internationale		